

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 335 – VENDREDI 20 OCTOBRE 2017

## LE POIVRIER

Les magistrats au bord des pistes de Roissy.  
Et pourquoi pas sur les plages turques ? ●

## AGENDA MILITANT

→ 26 Octobre

Paris [Fondation Copernic : État d'urgence](#)  
Montluçon [Mouvements citoyens et  
changement de société](#)

→ 29 octobre



Paris [Afro!](#)

→ 1<sup>er</sup> novembre

Paris [1917-1991, deux livres, un débat](#)

→ 5 novembre

Saint-Denis [La Palestine après Balfour](#)

→ 11 novembre

Paris [Que reste-t-il de 1917 ?](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Le souffle d'Octobre.](#)  
Claude Pennetier, Bernard Pudal

→ **Monde**

[Trump contre l'Iran : manipulation et stratégie.](#)  
Jacques Fath

→ **Travail**

[Vous faites quoi dans la vie ?](#)

## Salah Hamouri : un double symbole qui nous oblige



Salah Hamouri connaît un acharnement israélien inouï. À 20 ans il est condamné à purger une peine de 7 ans de prison. Libéré fin 2011, il se marie en 2014 avec sa fille. Il s'inscrit aux cours de Droit à Ramallah. Et le cauchemar continue. Sa fille est expulsée d'Israël en janvier 2015. Sans raison. Elle ne peut plus rejoindre Salah à Jérusalem lequel poursuit ses études à Ramallah. Il se voit interdit d'aller en Cisjordanie. Il reçoit trois ordres militaires successifs, de 6 mois chacun, lui interdisant l'entrée. Et malgré tout cela, le 20 août 2017, il prête serment devant le Barreau de Ramallah. Il est avocat. Trois jours plus tard, l'armée

israélienne vient le "cueillir" chez lui en pleine nuit. Un ordre signé d'Avigdor Lieberman précise : il faut le placer en "détention administrative". Le tribunal applique. La détention administrative consiste, sur la base du "secret", à jeter en prison une personne pendant 6 mois renouvelables. Personne ne sait le "pourquoi" de la décision. L'arbitraire absolu. Cette situation concerne Salah et les 450 Palestiniens en prison sous ce même régime qui refusent aussi l'occupation. Mais elle dit plus. Elle reflète ce que vivent les Palestiniens. L'occupation israélienne vise à accaparer les terres et à chasser les habitants.

La situation de Salah témoigne d'un autre fait : la mansuétude dont font preuve les autorités françaises à l'endroit des dirigeants israéliens depuis 10 ans. Habitant Jérusalem, Salah n'est ni Israélien ni Palestinien. Il n'est donc "que" Français. Et depuis 10 ans où il est durement visé, "nos" autorités regardent ailleurs à la différence d'autres cas connus. C'est pourquoi cette situation nous concerne directement. Et à double titre.

Je vous invite à rejoindre le mouvement qui gonfle pour exiger sa libération. Il porte loin !

● **Jean-Claude Lefort**

Infos [ici](#).

Pour rejoindre le Comité de soutien : [libertepoursalah@gmail.com](mailto:libertepoursalah@gmail.com)

**Sans gêne.** Daesh, le prétendu "État islamique", vient de perdre son fief syrien, Rakka. La ville a été reprise par les Forces démocratiques syriennes (FDS), organisation kurde, appuyée par l'aviation aérienne de la coalition internationale. Daesh est de plus en plus confiné géographiquement, dans des zones désertiques. Des centaines de soldats de l'EI sont actuellement incarcérés, ainsi que des centaines de combattants venus de nombreux pays, dont l'avenir est aujourd'hui en forme de points d'interrogation. Se pose désormais avec acuité la question de l'avenir des territoires libérés, notamment celle de l'autonomie des territoires syriens à majorité arabe. Le sujet fera nécessairement partie des négociations internationales sur l'avenir de la Syrie. La Turquie, elle, n'a pas attendu pour menacer les forces kurdes : après avoir été pour le moins ambigu vis-à-vis de Daesh, pourquoi Erdogan se priverait-il d'écraser ceux qui sont en première ligne pour en débarrasser la planète ?

**Birmanie.** Amnesty International vient de publier des preuves irréfutables de « crimes contre l'Humanité » perpétrés par l'armée birmane contre la minorité musulmane Rohingya, « une campagne systématique, planifiée et impitoyable de violences » menée par « le meurtre, la déportation, la torture, le viol, la persécution, et d'autres actes inhumains tels que la privation de nourriture ».

**Incertitudes.** Dans 17 États sur 23, les Vénézuéliens ont majoritairement choisi les candidats du Parti socialiste unifié du Venezuela (avec une participation de 61 %). Même le fief de l'opposition, l'État de Miranda, a été conquis par les héritiers d'Hugo Chavez. Très vite, l'opposition a mis en cause les résultats de



**Crime d'État.** 17 octobre 1961, de 20 à 40 000 manifestants pacifiques protestent contre le couvre-feu imposé aux Algériens par Maurice Papon, préfet de police de Paris. Entre 150 et 200 personnes sont assassinées par la police. Plus [ici](#).

l'élection, demandant un audit complet et refusant de reconnaître sa défaite, bien que le différentiel au niveau national soit de l'ordre de 10 points. De fait, le scrutin ne règle rien, les élus d'opposition ayant d'ores et déjà annoncé qu'ils refuseront de prêter allégeance à l'Assemblée constituante. Cependant, ceux qui pariaient sur un effondrement du pouvoir de Nicolas Maduro se sont trompés.



**Abandon.** À l'occasion des États généraux de la politique de la ville, des élus de sensibilités variées ont lancé "l'appel de Grigny", en direction du Président directeur général de la France. À la clef,

## Image de la semaine

une série de propositions au bénéfice des quartiers populaires, telles la suspension de la réduction des contrats aidés, la création d'un fonds d'urgence immédiat doté de 100 millions d'euros pour 100 quartiers ou le doublement du budget de la politique de la ville à 1 milliard d'euros. L'appel, un peu mou à vrai dire quand on sait que 5 millions de personnes vivent dans les banlieues et que la situation s'y dégrade de plus en plus, sur fond d'abandon de la part de l'État, est [ici](#).

**Budget pour les riches.** Bruno Le Maire assume : « Nous allons rendre 400 millions d'euros aux 1 000 premiers contributeurs à l'ISF. (...) Nous défendons l'allégement massif de la fiscalité du capital, je le revendique haut et fort ». On revendique comme on peut ! Réponse du président du groupe En Marche ! à la pétition d'une centaine de parlementaires de gauche demandant au gouvernement de publier l'impact de ses mesures sur les 100 Français les plus riches : « Nul besoin de faire autant de foin ».

**Vote militant.** Les militants d'Ensemble !, ancienne composante du Front de gauche, ont voté concernant l'avenir de l'organisation et sa relation à France insoumise (FI). En résumé : une majorité souhaite continuer Ensemble ! et une autre majorité souhaite intégrer la FI. Les

### Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Klintz, Philippe Stierlin

Chroniqueurs : Francis Combes, Catherine Destom-Bottin, Sylvie Larue, Patricia Latour, Stéphane Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte, Jean-Claude Faure, André Pacco.

cerises@plateformecitoyenne.net

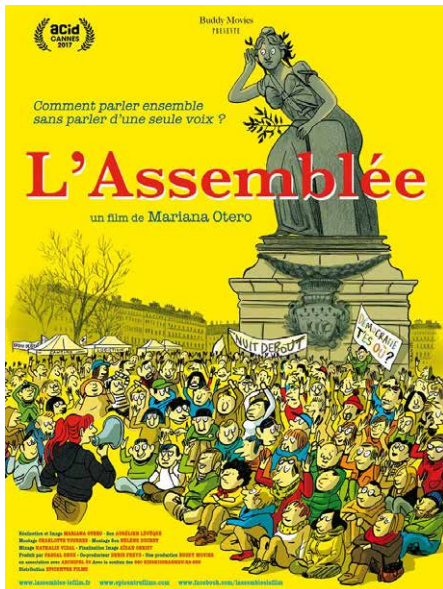


MEDIAPART



textes en discussion et les résultats sont [ici](#). Une Assemblée générale est prévue le 2 décembre prochain.

**Travailler autrement.** Benoît Borrits, journaliste, essayiste, avait publié en 2015 *Coopératives contre capitalisme* (voir l'entretien dans *Cerises* n°278 [ici](#)). Il signe cette année, avec Aurélien Singer, universitaire et syndicaliste, un nouvel ouvrage sur ce sujet, *Travailler autrement, les Coopératives*. Plus d'infos sur le site de l'association Autogestion [là](#).



**Du singulier au collectif.** Sort en salle le nouveau documentaire de Mariana Otero que certains auront pu voir à Marseille, aux Amphis de la France insoumise : *L'Assemblée*. La documentariste, venue à Nuit debout pour y militer, frappée par l'éclosion de la parole singulière, de la parole « vraie », dit-elle, non cadrée, et de la tentative d'en faire une parole collective, a ressentie la nécessité de reprendre son outil de travail et de filmer, filmer. Elle a ainsi tenté de restituer cette tentative de se réappropriier la politique de réinventer la démocratie, les espoirs, les limites. Après *Histoire d'un secret*, *Entre nos mains*, *À ciel ouvert*, un film à voir. Lire l'interview de Mariana Otero dans *Politis* n°1473.

**Harcèlement.** Lancé par la journaliste Sandra Muller, le tweet "Balance ton

## Coup de torchon



### Joie de vivre

Six milliards d'euros. Selon le calcul du Figaro (sept. 2016), c'est le montant de l'indemnisation des victimes de la Dépakine, l'antiépileptique-phare de Sanofi. Des milliers de femmes ont en effet pris au cours de leur grossesse ce médicament qui a fait de leur enfant un infirme ou un handicapé, sans qu'elles n'aient jamais été averties du risque encouru. Au final, 14 000 victimes de malformations, de troubles neurologiques et comportementaux.

Sanofi est un groupe connu pour licencier et orienter sa recherche vers la course aux bénéfices. Quant à l'une des brochures remise à des médecins par des "visiteurs médicaux", celle consacrée à « la gamme pivot de la prise en charge de patients épileptiques » est édifiante. Quelques lignes concernent la femme enceinte. Dont celle-ci : « Après, en cours de grossesse, ne pas interrompre un traitement efficace par Dépakine. »

Qui paiera l'indemnisation ? a demandé le député insoumis François Ruffin au Premier Ministre. Actionnaires ou contribuables ? Dans sa réponse, Édouard Philippe n'a rien dit, pas plus qu'il n'a eu un mot pour les familles en déshérence, préférant accuser Ruffin de « dénigrer une entreprise française méritante ». Très méritante pour ses actionnaires en effet. Le Premier Ministre, à la recherche de recettes, aurait dû lire Le Figaro d'août 2017 : « Les profits des 40 valeurs du CAC ont augmenté de plus de 26 % au premier semestre. Au classement des profits, Sanofi (6,7 milliards) devance Total, BNP Paribas, Safran et Axa. Le géant pharmaceutique a triplé son bénéfice. » Deux années blanches pour les actionnaires, et voilà les six milliards tout trouvés, bordel !

● Philippe Stierlin

porc" a connu depuis le 2 octobre un fulgurant succès mondial. Des dizaines de milliers d'internautes ont ainsi partagé rapido (en 140 caractères), leurs expériences de la violence masculine, du sexisme ou du harcèlement. Les uns y voient une inédite libération de la parole, brisant enfin un tabou multiséculaire, d'autres ont critiqué un phénomène purement médiatique, avec le risque de délation et surtout de retombée rapide du soufflet. Isabelle Adjani dit l'essentiel (à nos yeux) : « *Je pense que cette histoire, l'impunité et le silence qui entourent encore le harcèlement sexuel (...) expriment profondément une inégalité radicale qui perdure entre les femmes et les hommes : celle du choix et de la maîtrise de sa sexualité. Laissons savoir à ces messieurs les harceleurs que les actrices, tout comme les ouvrières, les agricultrices ou les ingénieures, les commerciales ou les institutrices, les mamans ou les putains, sont*

*toutes libres de baiser, libres d'avorter. Et libres de parler ! »*



**Poésie-monde.** À l'heure où les tenants d'un monde putride s'efforcent de briser toute perspective d'alternative, le poète chante celui qui continue de symboliser la lutte pour l'émancipation, « avec son regard de gamin rebelle/provocateur d'étincelles/et sa barbe d'adolescent./Et il sourit/malgré la fièvre et l'asthme/et les contradictions de l'histoire. » "Élégie pour le Che", sur le blog de Francis Combes [ici](#). Sur le Che, lire aussi l'article de Janette Habel (*Politis* n°1472). ●

## Octobre 17 : héritage et nécessaires refondations

**Dans son dernier livre *1917-2017 : Que reste-t-il de l'Octobre russe ?* Roger Martelli, communiste et historien, scrute ce que cette période dit à ceux qu'animent le « désir de rupture radicale » avec le capitalisme. Dialogue entre l'auteur et Laurent Lévy.**



**LL :** Une première remarque avant d'entrer dans le vif du sujet porte sur le "genre" d'ouvrage dont il s'agit. Tu présentes en effet une série de réflexions sur Octobre et son héritage, mais non seulement ces réflexions sont inscrites dans la chronologie, mais chacun des trois premiers chapitres (les suivants sont des réflexions sur l'époque contemporaine) comporte une chronologie précise, qui nous fait passer de 1917 à 1991 – toute l'histoire du soviétisme, de la révolution russe à la disparition de l'URSS. Je suppose que l'idée n'est pas de donner au public une énième histoire de la révolution russe ou de l'Union soviétique – il en existe beaucoup et de très bonnes, et la bibliographie que tu fournis en propose un certain nombre – mais de donner à réfléchir à sa signification et sa portée sans perdre de vue l'enchaînement des choses, rappelé dans ces chronologies. Comment décrirais-tu ton projet en écrivant ce livre ?



**RM :** Je n'ai effectivement pas voulu écrire un livre d'Histoire sur la révolution russe et ses lendemains. Comme tu le dis, les bons ouvrages ne manquent

pas et je ne suis pas un spécialiste de la Russie et de l'URSS. Mais, communiste et historien du communisme français, je ne pouvais pas me dispenser d'un regard

**Ce qui est advenu après 1917, et notamment le tournant stalinien, est-il ou non la conséquence inévitable du choix de cet automne flamboyant ? Le stalinisme est-il ou non la vérité du communisme ? Ou suffit-il de dire qu'il en est une perversion ?**

sur ce qui fut si longtemps un modèle. J'ai donc choisi le genre de ce que les anglo-saxons appellent un "essai", pour dire ce que je retenais personnellement d'une bibliographie prolifique. La plus grande partie de l'ouvrage est consacrée à ce regard. Et on comprendra aisément que mon point de vue tourne autour de la question des questions : ce qui est advenu après 1917, et notamment le tournant stalinien, est-il ou non la conséquence

inévitabile du choix de cet automne flamboyant ? Le stalinisme est-il ou non la vérité du communisme ? Ou suffit-il de dire qu'il en est une perversion ?

La dernière partie traite plus directement de la question du titre : que reste-t-il de l'Octobre russe ? Répondre à cette question, c'est prendre la mesure que le XX<sup>e</sup> siècle est clos. Octobre ne se répétera donc pas. Il reste toutefois un héritage, nécessairement pluriel, et on trouve des héritiers, directs ou indirects. Pour le dire vite, demeure le désir de rupture radicale, avec un "système" - le capitalisme - qui est à la fois le même et profondément différent. Et doit se maintenir la conviction que la volonté, si elle sait être cohérente et inscrite dans le temps, peut infléchir l'Histoire humaine dans un sens ou dans un autre. À charge pour nous de continuer ce qui peut l'être. Mais ce n'est qu'au prix de radicales refondations...

**LL :** Il y a quelques années, Benjamin Stora avait écrit sur "La dernière génération d'Octobre"<sup>1</sup>. Il me semble qu'il y a là une intuition forte, que tu confirmes en disant que « *le XX<sup>e</sup> siècle est clos* ». Avant d'en venir au livre lui-même, je voudrais t'in-

1. Benjamin Stora, *La dernière génération d'Octobre*, Hachette littérature, 2008.



Roger Martelli, 1917-2017 : *Que reste-t-il de l'Octobre russe ?* Éditions du Croquant, 2017, 214 p. 12 €

terroger sur un point : Octobre s'inscrit dans une histoire, et est en un sens un moment, même décisif, d'un cycle qu'il n'inaugure pas, celui de l'ère des révolutions - que l'on peut pour sa symbolique faire remonter au 89 français, même s'il y avait déjà eu la Glorieuse Révolution anglaise ou la Révolution américaine. C'est toute une période historique au cours de laquelle des millions d'hommes et de femmes auront connu une espérance révolutionnaire qui les portait. Les communistes avaient la Révolution française en tête, et les bolcheviques la Commune. Tout ce folklore était présent dans les imaginaires des générations suivantes. J'ai le sentiment que la décennie 80 a marqué une rupture de ce point de vue, et que cette rupture permet de relativiser Octobre - dont le centenaire semble aussi difficile à célébrer que l'avait été le bicentenaire de la Révolution française. Cette comparaison te semble-t-elle pertinente ?

**RM** : Je ne sais si l'on peut parler de "cycle". La Révolution française n'ouvre pas à proprement parler un long cycle révolutionnaire, mais amorce une longue période de politisation populaire révolutionnaire, autour du double pivot de l'organisation (les sociétés populaires) et de l'institution d'un pouvoir concentré qui "pilote" la rupture radicale de l'ordre politique et social (le gouvernement révolutionnaire, la Terreur). Elle amorce aussi le face-à-face violent de la révolution et de la contre-révolution. Dès lors,

la pensée révolutionnaire va passer de modèle en modèle et de rectification en rectification. Le modèle "terroriste" de 1792-1794 porte vers les métaphores de la dictature du prolétariat. Plus tard, le modèle de la Commune porte soit sur la méthode de l'autonomie populaire (la

**Penser la révolution de nos jours, c'est se donner les moyens de travailler de façon cohérente des contradictions, sur des périodes de temps imprévisibles. Mais pour penser des contradictions, la première chose est de ne pas les ignorer. Scruter l'Histoire d'Octobre et de ses lendemains reste en cela un passage obligé, hors de toute histoire sainte... ou satanique.**

filiation proudhonienne et anarchiste), soit vers l'obsession de la Semaine sanglante (tout faire pour écraser la terreur contre-révolutionnaire). Le socialisme "marxiste" d'après 1871 tire de l'échec

de la Commune la nécessité d'une voie pacifique de type parlementaire. Mais la violence de l'impérialisme avant 1914 et la "brutalisation" amorcée en 1914 délégitiment cet effort et relancent le modèle "dictatorial" et "avant-gardiste".

Si quelque chose se referme, ce n'est sans doute pas le "cycle" révolutionnaire, mais la logique de la modélisation. S'il n'est pas facile de dissenter aujourd'hui de 1917, c'est qu'on ne sait pas très bien quoi en tirer. En posant la question "que reste-t-il de l'Octobre russe ?", je suggère la réponse paradoxale : tout et rien. La révolution ne sera pas ce qu'elle était, mais on ne peut pas se passer de l'horizon révolutionnaire. Il n'y a pas de fatalité en Histoire et l'idée de révolution porte vers la valorisation de la volonté collective ; mais le volontarisme est une perversion toujours possible de la volonté. Penser la révolution de nos jours, c'est se donner les moyens de travailler de façon cohérente des contradictions, sur des périodes de temps imprévisibles. Mais pour penser des contradictions, la première chose est de ne pas les ignorer. Scruter l'Histoire d'Octobre et de ses lendemains reste en cela un passage obligé, hors de toute histoire sainte... ou satanique.

**LL** : L'Histoire d'Octobre, donc... Tu rappelles ce que l'on sait mais que l'on oublie, que Octobre n'arrive pas comme ça, comme un coup de tonnerre dans

un ciel serein, mais au milieu d'une tourmente révolutionnaire qui traverse en Russie toute l'année 17. Peux-tu préciser un peu ce point ? Tu évoques les "deux révolutions" de 1917 – Février et Octobre. Et il est clair que isoler la seconde de la première empêcherait d'en comprendre le sens et la portée. C'est toute la question de la révolution comme processus et comme événement. Quels sont selon toi les éléments de continuité et de rupture entre les deux révolutions de 1917 ? Octobre n'est-il pas plutôt un moment dans une révolution qui ne se comprend que dans l'unité de son développement et de ses points tournants ? La stratégie et les perspectives des bolcheviks sont-elles bouleversées par l'insurrection ? Était-elle inscrite dans la logique des événements précédents ? Des thèses d'Avril par lesquelles Lénine convainc ses camarades du mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" à l'insurrection par laquelle les bolcheviks prennent le pouvoir, y a-t-il d'abord rupture ou continuité - ou les deux à la fois ?

**RM** : Il faut effectivement analyser les deux révolutions de 1917 comme les pièces d'un processus unique, mais la seconde n'est pas le parachèvement nécessaire de la première. On sait le paradoxe de la Révolution de Février : tout pouvait pousser à la conviction que le régime tsariste devait s'effondrer, mais les révolutionnaires ont été les premiers surpris du déclenchement du mouvement de masse dans la capitale russe. À tel point qu'ils ont mis trois jours pour se convaincre qu'il s'agissait bien d'une révolution et qu'ils devaient se hâter, s'ils ne voulaient pas perdre définitivement la main. Ce qu'ils font, en reprenant l'institution du Soviet, née en 1905 et oubliée entre-temps.

Mais pour le reste, rien n'était écrit, pour une raison toute simple : dans la Russie totalement désorganisée de 1917, il n'y a plus de pouvoir concentré mais une multitude de pouvoirs éparpillés : ce qui reste d'administration, le Soviet qui vient de renaître et une multitude extraordinaire de comités qui se créent un peu partout et qui pèsent sur les institutions relativement les plus solides. Du coup, personne ne sait plus très bien ce qu'il en est. Les partis "bourgeois" classiques

**Le Lénine théoricien pouvait bien mettre en garde contre le risque de l'étatisme, en pratique le recours à l'État, dans sa forme la plus rigoureuse, est apparu comme la seule manière de faire pièce à la logique du marché et aux assauts de la contre-révolution véritable.**

(les "Cadets") pensent qu'ils ont un pouvoir de contrôle parce qu'ils ont un gouvernement. La majorité au Soviet pense qu'elle peut jouer le rôle d'un superviseur et d'un moyen de pression sur le gouvernement. En fait, ni l'un ni l'autre n'a la situation en main. On a dit à l'époque qu'il y avait deux pouvoirs ; la réalité est qu'il y en a une multitude, donc pas de pouvoir réel. Les bolcheviks, à la limite, "prennent" un pouvoir qui n'existe pas...

Les révolutionnaires de l'époque lisent la situation, au fur et à mesure, à partir des modèles qu'ils ont en tête. L'idée majo-

ritaire au départ est que Février ouvre la voie d'une rupture bourgeoise, que la bourgeoisie va naturellement assumer les fonctions du pouvoir et que c'est par la suite que l'on pourra passer à une seconde phase révolutionnaire, plus populaire, paysanne ou ouvrière. Or la force de Lénine est dans une intuition qu'il nourrit depuis 1914 : la guerre a déstabilisé l'ordre des sociétés européennes et bouleversé la temporalité classique. Désormais la main appartient à ceux qui ont l'audace de l'offensive. La bourgeoisie n'a pas plus de moyen de contrôle que l'aristocratie : le prolétariat et ses alliés doivent en profiter pour accélérer le cours de l'Histoire et prendre l'initiative sans attendre. Lénine met un peu de temps à peaufiner son intuition et à convaincre, mais il réussit. La première révolution surprend les révolutionnaires ; la seconde, sur fond de luttes populaires continues, est décidée, contrôlée et réalisée par eux, qui plus est sans effusion de sang.

**LL** : On peut en venir à ce qui fait la substance de ton livre. Car si la révolution est un succès – la prise de pouvoir est effective – il n'est pas exagéré de dire à un siècle de distance que les choses tournent mal... C'est une question angoissante pour tous les communistes, puisqu'elle pose en définitive la suivante : la révolution est-elle possible ? Tu ne partages pas la vulgate qui voudrait que "Staline est déjà dans Lénine", mais tu es très nuancé sur les éléments de rupture et de continuité dans ce qui conduit de l'un à l'autre. Il y a bien sûr les enchaînements de l'Histoire, et en particulier la terrible guerre civile des premières années, et aussi l'échec des processus révolutionnaires à l'Ouest. Mais je voudrais que tu donnes ton sentiment sur une autre vulgate, celle qui voudrait

que la mise en place du système stalinien résulte d'une "contre révolution". N'est-ce pas là une vision paradoxalement rassurante de ce qui s'est joué dès les années vingt ?

**RM** : La théorie de la "contre-révolution", développée au départ par l'Opposition de gauche à Staline, a incontestablement sa force pour dire que la dynamique stalinienne a tourné le dos aux espérances fondatrices. Mais elle a le défaut d'exonérer la période antérieure de tout défaut. Or, même si la méthode léninienne est aux antipodes de celle de Staline, on est bien obligé de constater que, pour une part tout au moins, le ver était déjà dans le fruit. J'ai dit tout à l'heure que les bolcheviks prennent à l'automne 1917 un pouvoir qui n'existe pas. Confrontés aux difficultés extrêmes d'une Russie post-révolutionnaire désorganisée, ils n'ont pas d'autres moyens pour agir que de restaurer l'État. Le Lénine théoricien pouvait bien mettre en garde contre le risque de l'étatisme, en pratique le recours à l'État, dans sa forme la plus rigoureuse, est apparu comme la seule manière de faire pièce à la logique du marché et aux assauts de la contre-révolution véritable. Le bolchevisme au pouvoir ne fut rien d'autre qu'un étatisme pratique, la "dictature du prolétariat" étant prise à la lettre d'un pouvoir ultra-contraignant et non comme un principe métaphorique. Le stalinisme n'était pas la seule manière de poursuivre cette voie. La NEP imposée par Lénine au printemps de 1921 ouvrait sans doute d'autres possibilités. Mais l'intuition léninienne ne résiste pas aux aléas des années 1920. La logique administrative semble la plus réaliste et la plus raisonnable. Le stalinisme, au départ, ne fut rien d'autre qu'une exacerbation de la pente étatiste originelle.

Hélas, il le poussa jusqu'à la démesure et à la tragédie.

La tradition trotskiste ajoutera l'idée que la "contre-révolution stalinienne" marque la prise de pouvoir d'un groupe social, la bureaucratie, qui se substitue au prolétariat théoriquement maître du système. C'est en fait anticiper sur la suite.

**L'imposition du modèle stalinien ne fut pas une contre-révolution, mais une voie paroxystique de la révolution qui, en l'absence de tout frein possible, poussa l'étatisme et le volontarisme vers un abandon de fait des valeurs émancipatrices qui sont au cœur du parti pris communiste.**

Le stalinisme est d'abord une phase de destruction brutale de l'ancien monde, sans que se stabilise un nouvel ordre d'organisateur de la société. C'est par la suite, dans le stalinisme vieillissant et plus encore dans le post-stalinisme que s'impose le pouvoir d'une *nomenklatura*, issue directement des couches populaires et qui concentre entre ses mains la régulation globale du système soviétique.

Je tiens donc que l'imposition du modèle stalinien ne fut pas une contre-révolution, mais une voie paroxystique de la révolution qui, en l'absence de tout frein

possible, poussa l'étatisme et le volontarisme vers un abandon de fait des valeurs émancipatrices qui sont au cœur du parti pris communiste.

**LL** : Un ver dans le fruit, pas de "contre-révolution", pas de "Thermidor"... un échec final comme inscrit dans les prémisses-mêmes de la révolution... n'est-ce pas une vision très pessimiste, voire tragique, de toute cette histoire ? Si le XX<sup>e</sup> siècle est fondé sur la Révolution russe, est-il fondé sur un malentendu ? Ton livre s'intitule *Que reste-t-il de l'Octobre russe* ? La question est-elle la même que celle qui demanderait "Que reste-t-il du communisme ?" ou - ce n'est pas la même question, mais elle n'est pas sans rapport - "Que reste-t-il de la révolution ?" Ce que tu évoques, comme l'obligation où se sont trouvés les bolcheviks de construire un État qui avait disparu, là où leur théorie disait qu'il devait dépérir et disparaître, est-il encore d'actualité ? Il y a déjà plus de 35 ans que Enrico Berlinguer avait pris acte de ce que la Révolution d'Octobre avait perdu sa « *force propulsive* ». Mais pour nous, les communistes, quel est selon toi notre héritage ?

**RM** : Quand Berlinguer affirme que la force propulsive d'Octobre est finie, elle balbutie depuis longtemps... Non le ver n'est pas dans le fruit de la révolution mais, très vite, dans celui de la post-révolution. Le génie de Lénine est de comprendre, avant les autres, que la Grande Guerre avait marqué une césure dans l'Histoire européenne et mondiale, en bousculant le rythme des évolutions sociales, en exacerbant la conflictualité sociale et en offrant, de ce fait, des opportunités que le combat parlementaire n'avait pu développer avant 1914. Sa faiblesse est celle de la pensée révolutionnaire de son temps : elle sait en théorie que l'éta-

tisme est une impasse, mais, en pratique, elle ne sait pas faire vraiment autre chose qu'osciller entre le recours aux normes de l'État pour réguler autrement que par la concurrence, et l'injection de plages concurrentielles pour écorner la rigidité des méthodes administratives. Encore une fois, je suis persuadé qu'il n'y avait pas de fatalité dans le triomphe du stalinisme. Mais il faut bien constater qu'il y avait en lui une simplicité pratique qui a beaucoup contribué à sa popularité, en URSS et ailleurs. Je suis convaincu que, pour comprendre ce qui s'est passé dans la Russie postrévolutionnaire, il faut combiner trois affirmations, sans jamais les séparer : Staline n'est pas contenu dans Lénine ; il y a rupture et non continuité entre les deux ; mais il y a des failles dans le dispositif léninien qui se transforment en gouffres avec Staline. Cela signifie qu'on ne peut pas faire, après un siècle bouleversant, comme si l'idée de révolution se suffisait en elle-même, tout entière contenue dans les discours qui la légitiment, sans regard rétrospectif sur son exercice. La révolution est un passage obligé pour l'émancipation ; elle n'en est pas la réalisation. Ce n'est pas une question d'optimisme ou de pessimisme, mais de responsabilité.

Le parti pris de rupture systémique, et donc de révolution, est aujourd'hui encore le seul parti pris réaliste. Mais l'expérience du XX<sup>e</sup> siècle ne nous a pas offert un modèle en tout point recevable de gestion sociale, de méthode transformatrice et de conception de l'organisation politique. Et qu'on ne me dise pas qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, quand le bébé a failli s'y noyer.

**Penser en même temps  
la nécessité de la  
révolution et sa radicale  
réinterprétation, la  
continuité fondamentale  
du parti pris communiste  
et sa refondation tout  
aussi fondamentale...**

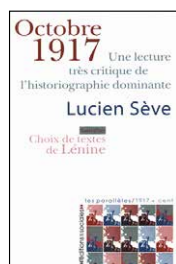
Le temps est au commun, mais pas à sa forme étatique "administrée". Il est à la cohérence des pratiques critiques, mais pas à la centralité hiérarchique. Il est à l'organisation politique concertée, mais pas à la "forme parti" traditionnelle. Il est à la reconstitution des liens du politique

et du social, mais pas sous la forme de la subordination de l'un à l'autre ou de leur radicale séparation. Il n'est pas à un mouvement pendulaire vers "l'individu" ou vers le "collectif", mais à une recomposition des deux notions. Il n'est pas à la correction du despotisme possible par l'institution de contre-pouvoirs, ou à la cohérence imposée pour éviter l'éparpillement des luttes transformatrices, mais à la subversion des façons de penser la mise en commun des projets, des propositions et des actions.

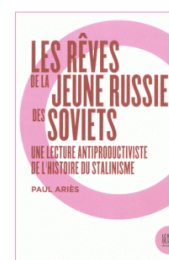
Penser en même temps la nécessité de la révolution et sa radicale réinterprétation, la continuité fondamentale du parti pris communiste et sa refondation tout aussi fondamentale... C'est ce "en même temps" qui m'importe et que ne peuvent nous aider à penser ni les tenants de la mort de l'idée révolutionnaire ni les chantres de la seule continuité.

Que nous reste-t-il de l'Octobre russe ? Tout et rien, disais-je au début de notre entretien. Rien si nous nous laissons aller à la nostalgie ou à l'éradication mémorielle ; tout, si nous adoptons une attitude refondatrice assumée. Ne pas recommencer et ne pas renoncer : inventer.

À venir dans *Cerises*, sur cette même période, un article sur le dernier livre de Lucien Sève, *Octobre 17 Une lecture très critique de l'historiographie dominante* - essai et choix de texte de Lénine -, et un entretien avec Paul Ariès, auteur de *Les rêves de la jeune Russie des soviets*, et Pierre Zarka qui le préface.



Les Editions sociales,  
coll. « *Les Parallèles* »,  
2017, 176 p., 14 €.



Les éditions du bord  
de l'eau,  
2017, 346 p., 4,20 €.



# Au feu les pompiers !

**L**a rentrée se fait sous le signe d'une multiplication de manifs. Mais peut-on résoudre les problèmes en demeurant dans le cadre du système qui les a créés ?

On nous dit d'être compétitifs. Si nous cherchons une solution dans le cadre de cette injonction, nous mettons le doigt dans un engrenage sans fin : le travail des enfants, les personnes sans couverture sociale et les salaires à 300 euros s'étendent à l'échelle de la planète. Voilà pour les délocalisations et les pressions sur le salariat.

Nous défendons les emplois "aidés". Ne serions-nous pas plus forts en nous souvenant qu'ils viennent en remplacement de postes de travail qui devraient avoir le statut de service public. N'est-ce pas cela qu'il faut réclamer ? Mais cela suppose de tourner les yeux vers les profits du capital.

Peut-on rassembler seulement autour de la défense du code du travail quand ce dernier n'empêche ni l'existence de 6 millions de chômeurs, ni de 9 millions de pauvres, de précaires, ni les 400 suicides liés au travail en 2016 ?

En demeurant dans le cadre existant, nous ne cessons de perdre du terrain même si nous tentons de présenter nos reculs comme une victoire tant que le pouvoir n'a pas tout cassé. La Résistance n'a jamais consisté à intégrer l'ennemi comme une donnée intangible mais à s'en débarrasser.

Quand ont eu lieu les conquêtes que nous tentons de sauver aujourd'hui ? En 1945, la concurrence entre deux systèmes sociaux et politiques nourrissait l'idée qu'il était possible de faire autre chose que du capitalisme. N'est-ce pas au cœur de chaque lutte, en passant du "contre" au "pour", que peut se concevoir une autre organisation de la société et ainsi déboucher sur un autre rapport de forces ?

Trop difficile à envisager ?

Pourquoi *Le Figaro* ou *L'Express* dépensent-ils tant d'encre à commenter Octobre 1917 ? Pourquoi tant d'efforts pour tenter de discréditer le Che, 50 ans après ? À travers ses projets le capital tente de casser tout ce qui permet de passer de l'individuel au collectif parce que le rassemblement conscient du peuple est sa hantise : l'ANI, premier pas vers la criminalisation de l'action syndicale, le passage de l'état d'urgence dans le droit commun, la mise en cause de la place des syndicats, des CHSCT seule structure salariée ayant un pouvoir juridique au sein de l'entreprise, la casse du principe

de loi commune, des conventions collectives, sans parler du TAF-TA et autre CETA. Pourquoi cet acharnement ? Si ce n'est que leur arrogance masque une inquiétude : faire vite avant que les exploités prennent conscience de ce dont ils sont capables.

À la télévision, Macron s'est employé à stigmatiser « *ceux qui sont jaloux de ceux qui réussissent* », plaidant pour ne pas opposer les riches aux pauvres,

éludant ainsi l'existence d'exploiteurs. Cela en dit long sur la crainte des forces du capital devant le risque que ce système soit mis à nu. Comme un écho, *Médiapart* vient de publier un article à propos d'un manifeste intitulé *la Révolution est attendue*, écrit par deux anciens hauts dirigeants de la Banque des règlements internationaux : « *les gens sont en colère (...) ce sont (...) les politiques du G7 qui sapent l'économie de marché (... c'est un) un modèle de croissance qui nous conduit tout droit vers le prochain Krach financier* ».

Pour les forces du capital, il vaut mieux éteindre l'incendie avant qu'il ne s'allume ou il vaut mieux prévenir qu'avoir à guérir. Prenons conscience de cette inquiétude et ne sous-estimons pas ce que nous sommes capables de faire.

● Pierre Zarka



## Le goût râpeux du rap

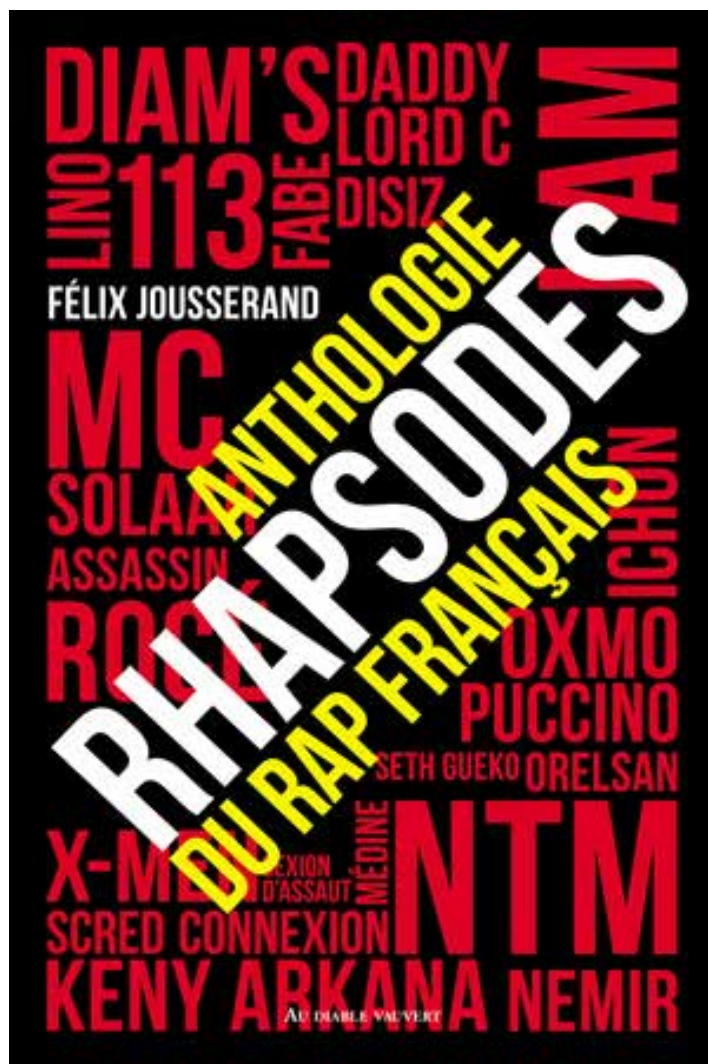
**A**utant l'avouer d'emblée, le rap n'est pas la musique que nous nous passerions en boucle sur l'autoradio. À la différence du fils aîné et de quelques millions de jeunes et de moins jeunes, en France et dans le monde... Le rythme scandé de ces mélopées non seulement ne suscite chez nous guère de plaisir musical mais rend souvent difficile pour nos oreilles la compréhension du texte, alors qu'il est censé le servir. Question de génération peut-être, et de culture certainement. La société actuelle est ainsi faite d'un puzzle de cultures différentes dont les pièces ne rentrent pas les unes dans les autres, ni par la forme ni par le dessin. Cela ne concerne évidemment pas que la musique ou la chanson. « *Les gens vivent si proches et les cultures s'ignorent, dit le rappeur Akhenaton, comme des jumeaux qui sont ainsi dos à dos.* »

C'est pourquoi, conscients de notre ignorance, nous avons voulu y regarder de plus près et avons profité de la parution d'une anthologie du rap français<sup>1</sup> pour nous plonger dans la lecture des *lyrics* de NTM, I Am, MC Sollar, Passi, Booba, Oxmo Puccino, Assassin, Kabal, Keny Arkana, Sexion d'assaut, Sniper, Sinik et quelques autres...

Commençons par congédier une question de "label", (mais qui risque de rentrer par la fenêtre...) Souvent les rappeurs sont présentés par la presse comme les "poètes d'aujourd'hui", ce qui tend à énerver les "poètes du livre" que la même presse ignore le plus souvent. Mais nous éviterons de tomber dans ce travers. La poésie n'est la propriété de personne... Dans la mesure où beaucoup de rappeurs écrivent des vers, pourquoi leur dénier le droit d'écrire des poèmes ? L'un des aspects d'ailleurs les plus intéressants du rap est qu'il témoigne (comme le slam, mais de manière plus forte et plus radicale) de la présence, ou plutôt de la renaissance, dans nos sociétés, d'une poésie populaire ; alors qu'on aurait pu croire celle-ci morte depuis un bon siècle. À ce titre, ce que disent les rappeurs, quelle que soit la qualité littéraire de leurs textes, mérite d'être écouté.

Souvent il est fait procès aux rappeurs (parfois sous forme de vrais procès) de tomber dans l'incitation à la haine et à la vio-

1. *Rhapsodes, anthologie du rap français*, choisie et présentée par Félix Jousserand, éditions Au diable vauvert, 2016, 272 p., 18 €.



lence. De manière générale, on leur reproche l'obsession du business, le sexisme, le "communautarisme", voire le racisme, ... Cela peut être vrai, mais on ne peut pas faire endosser aux rappeurs la responsabilité de tous les propos qu'ils rapportent. Ils se font en effet souvent les reporters de la réalité qu'ils connaissent. Comme le dit I Am : « *Je parle de ce que mes proches vivent et de ce que je vois (...) je parle du quotidien. Écoute bien, mes phrases ne font pas rire (...) ici le rêve des jeunes, c'est Golf GTI, survêt' Tachini.* »

La plus grande force des rappeurs, c'est leur réalisme. Alors que la "délicate question d'argent" est en général pudiquement passée sous silence dans la littérature et la poésie modernes, eux parlent abondamment de l'obsession du fric dans une jeunesse déchirée entre la pauvreté, la précarité, le RSA et la tentation de l'argent dit facile, mais en fait très dangereux, des trafics en tous genres, en particulier de drogue.

Ils témoignent d'un état de la société où l'objectif de changer la vie a fait place à celui de changer sa propre vie, de réussir, par tous les moyens, "même légaux"... « *On veut tous le million et la Porsche Carrera* », s'exclame Fonkie Family. La chose se dit avec insistance, et parfois surenchère (c'est la loi du genre). Comme chez Ärsenik : « *Qu'est-ce qui fait courir les scar-las ? Sexe, pouvoir et biftons, le respect passe par là.* » . Ou Booba : « *J'm'en bats la race, sauf des potes, la famille et*

*l'cash / Y faut d'la maille, plein d'sky, y faut qu'j'graille*". La volonté de provocation est claire : « *J'suis obscur, dors d'un œil comme un missile scud / J'suis pas le bienvenu mais j'suis là / reprends ce qu'on m'a enlevé, j'suis venu manger et chier là* ».

Les rappers disent aussi le besoin de s'évader dans la drogue. « *Sors le chichon, la réalité tape trop dur, besoin d'évasion* » (I Am).

Souvent, la rébellion du *bad boy*, le "mauvais garçon", se place sous le signe de Satan-Sheitan, en verlan Tan-shei. Déjà en son temps, (et sous une autre forme il est vrai), Baudelaire se revendiquait des "fleurs du mal". Et avant lui, Nerval, El Desdichado : « *Je suis le ténébreux* ». (Nerval qui a aussi écrit, avant Rimbaud, « *Je suis l'autre* »).

Mais les modèles d'aujourd'hui viennent sans doute plutôt d'outre-Atlantique.

Au titre du réalisme, leurs textes disent aussi la guerre sociale menée à la jeunesse des quartiers pauvres, (les "quartiers", comme on dit par euphémisme...). Une société mal décolonisée et inégale où l'ordre sécuritaire peine à contenir les effets du désordre social. Et, donc, les démêlés permanents avec la police. « *Mon putain d'quartier ressemble aux territoires occupés* », dit Ministère A.M.E.R. dans "Sacrifice de poulet".

« *Zone rouge, personne ne bouge, on tire sur tout ce qui bouge* » (ce qui n'est peut-être pas une référence à Musset, dans "Le quartier est agité", de 113).

Du point de vue de la forme, plus que la rime encore, c'est le rythme, le *flow*, qui compte et l'assonance qui domine. Souvent massive, redoublée, triplée ou plus. On pourrait en donner de nombreux exemples. Cette forme dit quelque chose du fond. Elle correspond aux nécessités de la mise en voix, mais elle exprime aussi le caractère répétitif de la réalité décrite, l'enfermement dans la cité et dans une vie sans perspective.

La langue elle-même est passée au laminoir. L'élégance et l'harmonie supposées du français en prennent un coup. D'un côté, c'est un appauvrissement. (On pourrait même dire du rap qu'il est une protestation contre la misère, avec des moyens de misère). D'un autre côté, c'est une forme d'enrichissement.

Outre le verlan, le lexique de ces textes accueille pas mal de mots d'aujourd'hui, abrégés par les SMS, des mots venus du gitan ou de l'arabe. « *C'est certain, les plombs vont sauter, ma 6T va cr... foutre le dawa, niquer la rhala* », écrit par exemple Passi.

Le rap est la poésie de la colère, voire de la rage.

Pour certains, cela ne va pas au-delà d'un certain nihilisme, d'un anarchisme pas toujours progressiste. Quelques-uns, par opposition, tombent dans la prédication moraliste ou religieuse. D'autres font preuve de ce qu'on pourrait appeler une conscience politique, parfois révolutionnaire, comme dans les textes d'Assassin ou de Singe des rues qui dit : « *Des prolétaires bâtissent des taules, leurs gosses y font des aller-retour / et y a plus de taf dans la zone / dressés les uns contre les autres, compét' à tous les étages* ». Ou encore « *à la guerre de classe comme à la guerre* ».

Mais peu de place est laissée à l'espoir. « *Je pense pas à demain parce que demain, c'est loin* », dit I Am. (En ce sens,

le rap est un acte d'accusation, même en ce qu'il ne dit pas). Tout se passe même comme si l'amour, la simple tendresse, l'accord avec le monde qui poussent à l'élan lyrique, étaient en quelque sorte interdits aux rappers. Peu de place aussi est laissée à l'utopie, au rêve d'un futur meilleur.

Qui dit lyrisme dit chant. Le chant est ce qui nous transporte et nous porte au-delà de nous. Or le rap, par son style psalmodié, se refuse à la mélodie, au chant.

La forme, là encore, révèle le fond. De même, la métaphore (qui manifeste en poésie la capacité à transformer le monde par l'imagination) est une figure de style poétique que l'on rencontre peu dans les textes de rap. Faut-il en faire reproche aux rappers ? Non sans doute. Le même constat pourrait être fait dans les productions qui relèvent de la poésie "savante" d'aujourd'hui. La raison en tient à la fois au genre et à l'époque. Et les rappers, espérons-le, n'ont pas dit leur dernier mot.

**Leurs textes disent la guerre sociale menée à la jeunesse des quartiers pauvres. Une société mal décolonisée et inégale où l'ordre sécuritaire peine à contenir les effets du désordre social.**

